

Un petit bilan de 2018 ... et quelques perspectives

Chaque troisième dimanche du mois, la CRAN (un groupe de réflexion qui réunit de personnes qui militent dans diverses organisations) se rencontre. En novembre et décembre de 2018, nous nous sommes mis à faire un bilan de ce qui se passe dans le pays et posons la question : quel espoir y-a-t-il pour demain ?

Un fait est certain, tous les participants dans les rencontres ne partagent pas nécessairement les mêmes opinions sur chaque question. Mais nous continuons à échanger, parce qu'il est nécessaire d'apprendre de l'autre. Au milieu des opinions divergentes, il y a des points communs qui se dégagent et des différences qui persistent. Ceci est la richesse des échanges d'idées dans le groupe de réflexion.

- La CRAN ne peut être d'accord avec les violences sur les personnes et le manque de respect pour la vie des gens qui se produisent quelques fois lors des manifestations, ou qui font partie de certains comportements de la police. Des actes de violence constituent des événements tragiques comme ce qui s'est produit à Malpasse le 25 novembre, quand des gens ont mis le feu aux biens de l'Etat et plusieurs agents de la douane ont perdu la vie. CRAN présente ses condoléances aux victimes et leurs familles. La Justice doit clarifier les choses et fixer les responsabilités. Oui, il faut des sanctions correctes ... mais malheureusement les autorités promettent sans y mettre la main. Ou bien elles tardent à condamner, ou leurs actions manquent d'efficacité. Si des faits de ce genre peuvent se produire, la raison en est que l'Etat ne prend pas ses responsabilités dans les questions de la contrebande et de la violence de tout genre.
- Le même constat se fait lors du massacre au bas de la ville dans la zone de La Salines. CRAN est sensible au sort des victimes et elle leur présente ses sympathies. L'événement éveille le souvenir de tant de massacres dans le passé ... Cité Soleil (27 décembre 1993), Raboteau (22 avril 1994), Jean Rabel (23 juillet 1987), ... et tant d'autres par après. Justice et vérité sont des conditions pour faire avancer le pays. Quelle valeur représente la vie humaine si la pratique des massacres peut continuer sans qu'il y ait de sanctions réelles et impartiales pour les coupables?
- En disant cela, il faut bien être conscient que la misère et la faim sont également des produits de la violence [structurelle] inacceptable qui domine la société. Cette misère à son tour nourrit la colère, les frustrations et la violence.
- Dans nos rencontres, les participants apportent de nombreuses informations qui demanderaient de bonnes vérifications. On ne peut pas céder aux rumeurs non vérifiées. Comment comprendre le conflit qui existerait entre les responsables de la Police et le Palais national ? Quelle autorité se sert de quel groupe armé ? Quelles sont les autorités qui permettent aux chefs de gang de s'évader avant que la police n'intervienne ? Toutes ces rumeurs diminuent l'autorité des responsables dans le pays, parce que la Justice n'établit la vérité sur aucune de ces rumeurs. On finirait par croire que l'immunité des autorités puisse servir à n'importe quoi, même à détruire le pays.
- La société est pleine d'hypocrisie ... la confiance nécessaire pour construire une société est à un très bas niveau ... La méfiance ronge les relations sociales. Les autorités en place, tout comme les leaders de l'opposition paraissent comme des gens qui cherchent à conquérir ou bien à défendre leur pouvoir à tout prix. Il est difficile de rétablir la confiance à l'intérieur des familles, des quartiers et dans la société ; la simple bonne volonté ne suffira pas. Et pourtant il s'agit d'une condition pour avancer.
- L'Etat fait faillite, il a échoué ... les problèmes structurels le paralysent. Voyons les relations sociales et la grande distance entre riches et pauvres. Tout un appareil de l'Etat est mis en place qui coûte cher, mais en grande partie il ne fonctionne pas. Il n'y a pas de services sociaux pour les pauvres ; l'éducation est chargée de problèmes ; la Justice ne résout aucun dossier, les prisons sont remplies de gens en détention préventive prolongée, avec surtout des jeunes des quartiers populaires. Passons sous silence l'accès des pauvres aux soins de santé : on peut bien l'oublier s'il n'y a pas d'argent. La population ne voit pas ce que le Gouvernement apporte pour améliorer la situation. La population est au bout de ses forces.
- La frustration des gens est généralisée. Les autorités ne peuvent continuer à gouverner le pays avec de simples promesses. L'argent ne peut être dépensé sans qu'il y ait des services sociaux correspondants. Les taxes ne peuvent

peser seulement sur une partie de la population et sans produire des résultats. Pourquoi payer tous ces salaires étatiques, si ceux qui touchent n'offrent pas des services et du rendement.

Le pays ne peut continuer sur cette voie. Chaque jour en est un de trop. La gourde perd de sa valeur devant les monnaies étrangères. On répète que l'Etat ne dispose pas de l'argent, mais des fortunes sont distribuées dans les quartiers populaires pour acheter la guerre ou la paix. Les armes circulent, sans aucun contrôle de la part du Gouvernement. Avec quels moyens les bandes armées se procurent-elles des armes et munitions ? Où l'Etat trouve-t-il de l'argent pour gérer les groupes armés, tandis que l'argent manque pour payer les salaires des professeurs, pour aider les nécessiteux, pour organiser les hôpitaux publics et les services sociaux ? Quand on prétend il n'y pas de moyens, c'est du mensonge : où est passé l'argent de Petro Caribe ? Il faut des mesures sans tarder, parce que le pays est gravement malade.

Des chemins qui nous semblent importants :

1. La Constitution du pays mérite une bonne réforme ou bien il faut bien se décider pour en faire une bonne application. La CRAN n'a pas découvert tout ce qui poserait problème dans la Constitution dans les propositions de la Commission camérale.
 - a. Quand des problèmes se posent dans le pays, il semblerait évident que le Président ne puisse se mettre hors de la mêlée pour mettre seulement son Premier ministre en cause. Le Président également doit avoir sa part de responsabilité. Ainsi, certains pensent (comme solution) qu'il faudrait remplacer le Premier ministre par un Vice-président.
 - b. Les parlementaires ne devraient pas se comporter en agents de développement qui empêchent les magistrats communaux de jouer leur rôle. Le pays mérite plutôt une bonne décentralisation qui permette à chaque autorité de l'Etat de se savoir responsable. Le Parlement doit se concentrer davantage sur son devoir législatif pour l'avancement du pays.
 - c. Les mécanismes et instances de contrôle doivent être décentralisés et présents à chaque niveau de l'Etat : l'UCREF, l'ULCC et la CSC/CA doivent assurer que chaque autorité à son niveau accomplisse son devoir.
 - d. Les Ministères responsables des gros secteurs et qui adressent les grands problèmes de la population doivent être plus efficaces, comme : l'agriculture, la santé, l'éducation et les affaires sociales.
 - e. Les nominations pour les fonctions étatiques doivent se faire dans la transparence. Les procédures doivent être claires sur les compétences requises ; tous les fonctionnaires doivent être motivés, compétents et travailler sans exclusion de personnes.
2. La société ne devrait pas enterrer la question de Petro Caribe et les autres dossiers qui regardent la corruption (comme CIRH, Télécom, ONA, etc.). Il faut arriver à de vrais procès selon la loi. Les autorités doivent rendre des comptes ; les coupables doivent répondre par devant la justice. Certes, ces procès ne doivent pas être des outils de persécution politique, mais on ne peut nullement accepter que des manœuvres politiques deviennent des moyens pour cacher la vérité et protéger les justifiables.
 - a. Une grande préoccupation concerne la paralysie de la Justice. Pour que la Justice puisse fonctionner correctement, il faut bien questionner la position actuelle du Commissaire de Gouvernement. Le Commissaire de Gouvernement (ou Ministère public) doit sortir de son rôle politique défini par la Constitution (article 240) : comment pourrait-il défendre la société, s'il est nommé par le Gouvernement qui lui impose ses propres choix politiques ?
 - b. Le Président également doit rendre compte et répondre par devant la Justice s'il y aurait des indications qu'il soit impliqué dans des actes de corruption, même si cela se fait après avoir terminé son mandat.
3. La CRAN croit qu'un dialogue ne peut se faire en cachette comme cela se fait actuellement. Pour ce motif, la CRAN plaide pour une vraie conférence nationale. Le dialogue intersectoriel actuellement en cours ne peut apporter une solution pour les problèmes qui agitent le pays.
4. La CRAN demande que tous les citoyens et citoyennes du pays agissent avec un plus grand sens de responsabilité :
 - a. Les autorités doivent se savoir responsable de chacun de leurs actes dans le cadre du mandat qui leur est confié.
 - b. Les organisations de la société civile doivent se savoir responsables si elles ne servent pas de porte-voix pour faire entendre les revendications citoyennes par toute la société.
 - c. Les autorités de l'Etat doivent être conscientes que, même après avoir terminé leur mandat, on peut toujours exiger qu'elles rendent compte de leur gestion. Le dossier Petro Caribe devrait en donner la preuve irréfutable.

La CRAN souhaite que l'année 2019 qui s'annonce, ouvre de nouvelles perspectives pour le pays, pour qu'il y ait davantage de justice, d'harmonie et d'entente entre les citoyens et citoyennes, de sorte que l'espoir puisse germer dans le cœur, l'esprit et la vie de tous et de toutes.

Port-au-Prince, 26 décembre 2018

Pou CRAN,
Pierre Yoldy Clermont, TKL, cell. 4242 5501
Rateau Jn Ulrick, ASOKOPEG, cell. 3694 4450
Philomé Lucien, KLAM, cell. 3720 7416
Louicy Niclais, cell. 3714 0024
Jn Guillaume Vivianette, CRAN
Me Chrisnel DORSAINIL, CREE, cell. 3727 4593
P. Jan Hanssens, cicm, CONASCH, coordonnateur CRAN, cell. 4084 3139